

RÉOUVERTURE DU CABINET DE RADIOLOGIE DE PLOËRMEL

UNE VRAIE MÉDECINE DE PROXIMITÉ PASSE PAR LA DÉMOCRATIE SOCIALE

Le 13 juin dernier, la population était appelée à se mobiliser « pour l'accès aux soins » dans le pays de Ploërmel par Christophe Launay (maire de Ploërmel), Simon Uzenat (sénateur) et Paul Molac (député). Au cours de cette manifestation, Christophe Launay a annoncé la ré-ouverture du cabinet de radiologie de Ploërmel, repris par le groupe RIVA, déclaration du gérant du groupe - monsieur Le Nouvel - à l'appui, projetée sur grand écran déployé devant la mairie. Il a également vigoureusement remercié messieurs Molac et Uzenat pour leur implication et leur soutien dans ce dossier. Au-delà du satisfecit tapageur de cette annonce, on peut tout de même se questionner sur la solidité de cette nouvelle.

Bien sûr, Ploërmel a besoin d'un cabinet de radiologie. Sans lui, l'offre de soin du bassin ploërmelais n'est pas à la hauteur des besoins. Ce n'est pas acceptable. Cependant, le groupe RIVA, qui reprend le cabinet de radiologie, est adossé au groupe ELSAN, identifié dans un récent rapport de l'Assemblée Nationale comme étant sous la menace de fonds prédateurs, notoirement attirés par les ressources de la Sécurité Sociale. La santé de nos concitoyens est-elle tombée entre de bonnes mains ? On peut en douter...

La France Insoumise a préconisé lors de la campagne des élections municipales la création de centres municipaux de santé qui permettrait de salarier le personnel soignant. Elle en appelle donc à la responsabilité des élu.es municipaux afin qu'ils réduisent au maximum tout risque de spéculation sur le dos des malades.

La France Insoumise déplore par ailleurs que nos parlementaires se retrouvent dans une position de médiation entre les intérêts du secteur privé lucratif et les exigences budgétaires de l'état, notamment via les Agences Régionales de Santé (ARS). C'est exactement cette situation que nous voulons dépasser. Notons que le Rassemblement National ne ferait qu'amplifier la gravité de cette situation en supprimant ces Agences Régionales de Santé et en transférant leurs missions aux préfetures, ce qui aurait pour résultat de faire de la santé une question de sécurité intérieure. Cela en dit long sur les intentions autoritaires de l'extrême droite...

La France Insoumise souhaite, au contraire, transférer les compétences des Agences Territoriales de Santé vers la Sécurité Sociale, une Sécurité Sociale indépendante de l'état et gérées par les seul.es travailleur.euses. Sanctuariser la santé en dehors du secteur privé lucratif et en dehors de l'État. Ainsi, la santé pour toutes et tous redeviendrait une priorité nationale.